

## Métropole | Le grand débat d'O2 Radio



**O2 Radio 91.3FM, radio associative de la Rive Droite, a décidé de prendre part au Grand Débat National. Pour cela, les stagiaires, étudiants en journalisme de l'EFJ Bordeaux, ont organisé une émission en direct qui s'inscrit dans le cadre du Grand Débat. L'échange a duré deux heures le jeudi 21 février dernier sur les thèmes de la fiscalité, les institutions, la transition écologique. Les invités, élus ou personnalités locales, ont pu s'exprimer ainsi que plusieurs auditeurs. Des propositions sont ressorties du débat.**

Quand la jeunesse montre la voie. L'émission spéciale Grand Débat national d'O2 Radio recevait des invités de marque. En effet, les jeunes étudiants bordelais en stage dans la radio associative ont reçu Alain David, député de la 4<sup>ème</sup> circonscription de Gironde ; Alain Turby, Maire de Carbon-Blanc ; Stéphane Carbiener, Gilet Jaune ; Hubert Villegas, Directeur de la Coop Paysanne de Cenon, Axel Roulliaux, Président des Jeunes Républicains de Sciences Po, Fadila Kellala, présidente de l'association Espace Culturel des Deux Rives de Cenon, et Nicolas Marthe, Foulard Rouge. L'émission était animée par Quentin Hoster, étudiant en journalisme à l'EFJ Bordeaux.

### Fiscalité : pour un système plus juste et plus ouvert

Le Maire de Carbon-Blanc s'est exprimé le premier sur le thème de la justice fiscale. Il a exprimé son interrogation quant à l'imposition et ses tranches : « comment l'impôt peut être efficace sans une tranche intermédiaire ? » interroge Alain Turby, qui fait référence au 'fossé' qui sépare la deuxième et la troisième tranche d'imposition, respectivement à 27.000 et 72.000 euros. Selon le maire de Carbon-Blanc, la création d'une tranche intermédiaire est nécessaire pour un système plus efficace. Alain Turby a également évoqué « la reconnaissance de tous à l'action fiscale », point sur lequel il est rejoint par Stéphane Carbiener qui a déclaré « chacun doit se sentir concerné par l'impôt ». Des propos presque prémonitoires, puisque la Ministre de la Cohésion des territoires Jacqueline Gourault avait déclaré dans le Journal du Dimanche paru le 24 février, « chacun pourrait payer l'impôt sur le revenu, [...] y compris les plus modestes, et même de manière symbolique ». Cette proposition a été écartée par le cabinet du Premier Ministre dès dimanche soir. Axel Roulliaux, propose une mesure pour lutter contre l'évasion fiscale. Il s'interroge sur la mise en place d'un impôt sur la nationalité, déjà en vigueur aux États-Unis : « pourquoi ne pas baser l'imposition sur la nationalité plutôt que la résidence ? Si la différence d'imposition est à l'avantage du citoyen résident à l'étranger, il paierait la différence à l'État français ».

Les intervenants du débat ont également échangé sur le manque de communication autour des lois concernant la

fiscalité, Fadila Kellala souhaiterait d'ailleurs une meilleure prise en compte du point de vue des citoyens : « C'est à Bercy que tout se passe... On a toujours exclu le français lambda des débats sur la fiscalité ».

## Institutions : Pour une démocratie plus participative

« Au-delà de co-construire, il faut co-décider ». Fadila Kellala souhaiterait que les citoyens aient plus de place au niveau de l'action politique, notamment locale. Alain Turby a rappelé l'existence d'un Conseil Participatif à Carbon-Blanc. Alain David a également souligné le fait qu'il était l'un des premiers maires à avoir mis en place les conseils citoyens dans sa commune de Cenon. Pour le député, le principal problème dans l'action politique est plus profond : il remet en cause le quinquennat, qui implique un schéma toujours identique, de l'élection à l'établissement d'une majorité, « avec presque aucune contestation possible ». Le Député de la Gironde propose un retour au septennat. Hubert Villegas, le directeur de la Coop Paysanne s'interroge sur l'utilité de tous les échelons administratifs, ou la gestion des services publics. Selon lui, ces derniers devraient être gérés comme les entreprises normales avec les mêmes visions en termes d'efficacité et de gestion du personnel. Alain Turby propose la prise en compte du vote blanc, mais en rendant le vote obligatoire.

La transition écologique a également été abordée, mais peu de propositions ont été faites faute de temps d'antenne suffisant. Les intervenants ont notamment abordé le nucléaire, dont Axel Roulliaux souhaite le maintien de la part à 75%, mettant en valeur le coût de production inférieur – 50€ par MégaWatt heure contre 250€/MWh pour l'hydraulique et 74€/MWh pour le solaire. Hubert Villegas souhaite la mise en place de fermes urbaines dans les immeubles bordelais, Fadila Kellala veut réserver des terrains à l'agriculture locale et encourager le circuit court. Alain Turby quant à lui veut favoriser la mise en place de la mobilité à l'hydrogène.

Yoan Denéchau

*Crédit Photo : Yoan Denéchau*

*Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 25/02/2019*

*[Url de cet article](#)*